

L'ÉCONOMIE D'ÉTAT...

Pour la plupart de nos contemporains, l'organisation de l'économie par l'État (éliminant le libéralisme économique, la propriété individuelle de la terre et des moyens de production) est ou serait une nouveauté de notre XX^{ème} siècle. Et, mis à part les sociologues libertaires ou anarchistes (parmi lesquels nous retiendrons les noms de Proudhon, Kropotkine, Bakounine et Cornelissen), la grande majorité ne voit dans cette substitution que la seule perspective d'avenir. Il est vrai que Karl Marx et son «alter ego» Engels admettaient en principe la disparition de l'État à la fois comme un impératif idéal et comme conséquence inéluctable de la méthode dialectique (tout ce qui existe est condamné à disparaître par les contradictions internes) et son remplacement par ce qui doit le dépasser.

Ils admettaient donc la nécessité transitoire de cet organisme pour l'implantation du socialisme. Mais auparavant il fallait, pour entrer en possession de l'État, la conquête des pouvoirs publics. Il y eut d'abord quelques gros cailloux dans la machine, et très vite ces gros cailloux se transformèrent en pavés, avec les alliances politiques, puis avec le ministérialisme. Rejetant la leçon des faits, on se laissa guider par une espèce de métaphysique politique. Le moyen se transformait en but. On perdit de vue que la conquête de l'État devait être suivie de sa disparition, et qu'il devrait laisser la place à une société faite d'organisations diverses, fédérées, complémentaires et fonctionnelles. On s'embourba dans le chemin choisi, on en vint à oublier l'implantation du socialisme.

Et comme on a eu et l'on a de plus en plus tendance à mépriser les leçons de l'histoire, on a négligé les très nombreuses expériences d'économie étatique qui se sont poursuivies au long des siècles et des millénaires.

Ce mépris s'accompagne d'une position théorique dont il faut souligner les faiblesses. Suivant ses deux grands inspirateurs, le mouvement socialiste, qui exerce une grande influence sur les masses et sur de nombreux intellectuels de tous les pays, voit dans l'État surtout un instrument politique de domination d'une classe par une autre classe. C'est tout du moins ce qui est affirmé dans le *Manifeste du parti communiste*. La classe dominante (politiquement) peut être aussi bien la classe déshéritée (en période révolutionnaire, bien entendu) que la classe privilégiée (en période non révolutionnaire). De toute façon, dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit bien du pouvoir politique mis au service du pouvoir économique. Engels citait la *Commune de Paris* et donnait cet exemple comme celui d'une «dictature du prolétariat», mais on sait, d'une part, que les représentants des travailleurs - tout du moins des travailleurs unis par un idéal - y furent minoritaires, la majorité, blanquiste et radicale de gauche, étant plus poussée, au début, par son patriotisme anti-allemand que par un esprit socialiste; puisque les marxistes n'eurent que deux représentants (Frankel, un Hongrois, et Serrailier) sur quatre-vingt-cinq; enfin, que les réalisations sociales et économiques ne correspondirent pas, même de loin, à ce qu'aurait dû être l'œuvre créatrice des partis et des forces qui dominaient la situation parisienne.

Le rôle économique du pouvoir politique apparaît donc nul. C'est pourquoi on ne le voit pas organiser les industries, fomenteur les échanges et la distribution, ou prendre des initiatives de ce genre et de cette importance. Mais le peu qui a été fait a suggéré pour l'avenir à Marx et à ses amis quelque chose qui est apparu comme une innovation: l'organisme politique, qui dans ce cas est l'État, prendrait en main l'organisation de l'économie. Il ne se limiterait plus, dorénavant, à n'être que la force politique défenseur du pouvoir économique, selon la conception classique (et déjà on trouve dans le *Manifeste du parti communiste* une série de mesures «révolutionnaires» qui ne pouvaient être l'œuvre que d'une force politique ou militaro-politique).

Or, on ne comprenait pas que l'État ne se cantonnait pas dans cette attitude, et que, loin de n'être que le défenseur des structures économiques conservatrices ou révolutionnaires, il était lui-même, historiquement, un facteur économique de première importance, et ne se limiterait pas à n'être qu'un instrument de lutte et de défense des positions économiques conquises. Fatalement, il interviendrait dans les problèmes de production, de distribution, et sans doute en prendrait-il la direction. Les socialistes semblaient et semblent l'ignorer théoriquement. Et quand ils le savent, ils n'admettent pas que, la propriété individuelle ayant disparu, il puisse en résulter tout le contraire de l'égalité économique et de la justice sociale. Ils oublient que toujours, dans l'histoire, l'État a agi sur l'économie à son bénéfice et au détriment de ses sujets, non seulement par l'action de la fiscalité, comme nous l'avons montré précédemment, mais comme exploiteur direct du travail et de l'effort des hommes. Par conséquent il est insensé de voir en lui un instrument d'émancipation.

Gaston LEVAL.
